

JOURNÉE DE SENSIBILISATION À ORAN SUR LA MALTRAITANCE DES FEMMES

La violence conjugale persiste toujours

Rarement dénoncée, la violence conjugale sévit de plus en plus dans notre société. Les 541 cas recensés en 2008 par le service de la médecine légale du CHU d'Oran, de femmes victimes de violence conjugale témoignent. Cependant, sur l'importance du fléau, ce chiffre, en fait, qui ne reflète, selon les spécialistes, aucunement l'ampleur du fléau, renseigne sur le quotidien de cette frange de la société.

Ben Aziz - Oran (Le Soir) - Au cours d'une journée, tenue ce jeudi à la bibliothèque biomédicale d'Oran, relevant de l'Institut espagnol Cervantès, animée par le Dr Salim Boumeslout, médecin légiste au service de médecine légale du CHUO, professeur à l'université d'Oran, avec la participation d'une cinquantaine de personnes issues de représentants du mouvement associatif, professeurs universitaires, juristes, psychologues et assistants sociaux algériens et étrangers, la question de la maltraitance des femmes dans les diverses sociétés, notamment la nôtre, a été à l'ordre du jour.

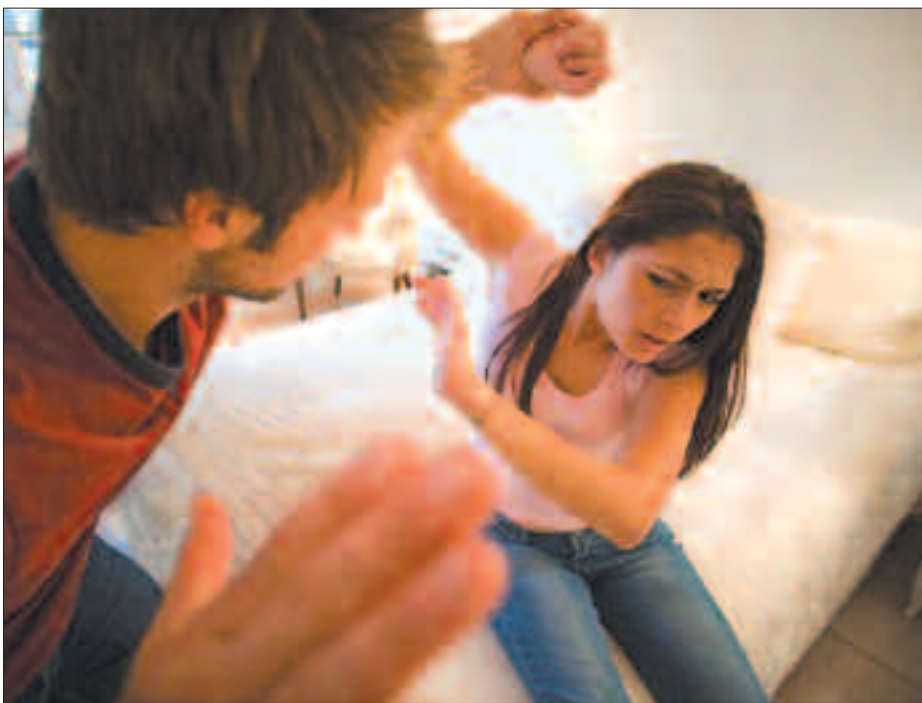
Selon les statistiques établies par les services de la police judiciaire algérienne, au cours du premier semestre de l'année 2008, environ 4 500 femmes ont été victimes de violence, dont 15,8% de la part de

leurs conjoints. Un chiffre alarmant qui reste non exhaustif, comme le soulignait le conférencier, puisqu'il ne recense que les personnes qui ont porté plainte, au moment où, bien évidemment, les victimes de la violence conjugale s'abstiennent souvent à poursuivre en justice leurs conjoints.

Il est à signaler que 75% des actes de violence recensés sont dus à des personnes étrangères : voisins, collègues de travail. Parmi les cas recensés, deux personnes ont rendu l'âme, victimes des suites de leurs blessures.

Il est à signaler que la législation algérienne ne prévoit aucune mesure spéciale en matière de violence conjugale. Les préjudices physiques et moraux engendrés par les actes de violence ne sont pas pris en charge.

La victime ne peut donc déposer une plainte autrement que sous la qualifica-



Un fléau qui gangrène notre société.

tion de coups et blessures. La peine requise dans ce genre d'agression dépend de la gravité des coups et des blessures constatés par le médecin légiste.

L'on nous précise que conformément aux articles 264 et 266 du code pénal qui traitent ces cas, la qualité de l'agresseur n'est pas prise en considération, les peines, quant à elles, varient entre 1 à 10 ans de réclusion avec une amende allant de 10 000 à 1 000 000 DA.

Concernant le nouveau code de la famille, promulgué en février 2005, selon les juristes, il ne stipule aucune mesure particulière pour ce genre d'affaire, et se contente seulement de réglementer les obligations conjugales.

Durant le débat, M^{me} Malika Boulanouar, juriste et professeur à l'université d'Oran, a évoqué l'idée de la désignation d'un médiateur par l'autorité compétente afin de solutionner de tels conflits, sans

recourir aux mesures disciplinaires qui nécessitent souvent le consentement des partenaires. Avec l'absence de structures particulièrement adaptées pour porter assistance à ces femmes doublement victimes de violence et de pression psychique et sociale, ces personnes sont livrées à elles-mêmes. La direction du CHUO, par le biais de son département pédagogique et médicale, comme nous le révèle M^{me} Saâdi, assistante sociale

attachée à ce service, met à la disposition de cette frange une équipe d'assistants sociaux qui s'occupent de leur prise en charge psychologique et juridique. A ce titre, des associations féminines, à l'exemple de Fard, se joignent à cette structure pour apporter leur assistance à ces femmes. Néanmoins, ces contributions restent insuffisantes face à l'ampleur et à la récurrence de ce fléau.

La gravité des préjudices physiques, interprétés par des certificats d'une incapacité de travail supérieure à 15 jours, représente 28 cas enregistrés en 2008. Les photos projetées par le conférencier à l'adresse de l'assistance témoignent d'une violence atypique que subissent ces victimes. Toutefois, lors de cette rencontre, les avis étaient presque unanimes quant au remède à «prescrire» à ce fléau, afin de sortir de ce cercle vicieux de violence qui gangrène la société algérienne, comme le souligneront les intervenants : «Contrairement à ce que pouvaient nous apprendre les expériences des pays occidentaux, l'une des solutions réside dans la prise en charge adéquate et adaptée aux mœurs de notre société.»

B. A.

DEUXIÈME SYMPOSIUM SUR LA NUTRITION ANIMALE À ORAN

Les aviculteurs au pied du mur

Le deuxième symposium sur la nutrition animale, organisé par l'Association nationale des vétérinaires et l'Association interprofessionnelle des producteurs d'aliments du bétail, s'est tenu ce jeudi à l'hôtel Mouahidine d'Oran.

Fayçal M. - Oran (Le Soir) - Regroupant plusieurs intervenants de la filière avicole en Algérie, dont producteurs de viande blanche, d'aliments du bétail et exploitants, cette rencontre intervient dans un contexte de morosité et de crise, compte tenu de la menace qui pèse sur l'ensemble de la filière.

En effet, en s'appuyant sur une étude réalisée par le vice-président de l'Association interprofessionnelle, expert en nutrition animale, M. Nasser-Eddine Assala, les perspectives économiques ne semblent pas des plus rassurantes. Et l'avenir et la pérennité de ce secteur, qui concerne plus de deux millions de personnes dans notre pays, sont remis en cause.

L'orateur, s'appuyant sur des données et des projections économiques, a expliqué aux participants que d'ici 2015, les éleveurs devront modifier la base de l'alimentation des volailles, composée de maïs et de tourteaux de soja qu'il faut

remplacer par du blé. «La baisse des recettes pétrolières provoquée par la chute des prix, et la perspective de la diminution des réserves mondiales de pétrole font que l'Algérie n'aura plus les moyens d'importer pour ses besoins en céréales et que la dépendance alimentaire va s'accroître.» Et de poursuivre : «La production de maïs va diminuer alors que les prix vont flamber car la tendance dans les pays producteurs de céréales est au bio-carburant».

Dans son exposé, tout en s'appuyant sur des chiffres, le représentant de l'association affirme qu'«en 2007, pour acheter 1 tonne de blé, il a fallu 14 jours de production de pétrole, en 2008 on est passé à 20 jours, compte tenu de la crise financière mondiale et de nos besoins en céréales. Nous sommes le premier importateur de céréales au monde et l'Algérie n'aura plus les moyens d'acheter du maïs».

«Il faut, dès à présent, oublier définitivement le maïs et

le tourteau de soja comme aliments du bétail.»

Pour rappel, les besoins étaient estimés en 2007 à 7,8 millions de tonnes de blé, et 6 millions de tonnes avaient été importés, en 2008, l'OAIC a importé 8 millions de tonnes.

Les organisateurs de cette rencontre comptent demander au gouvernement la création d'une filiale au sein de l'OAIC qui permettra de réserver aux producteurs d'aliments du bétail, un quota de blé dénaturé qui ne sera utilisé que pour l'alimentation des volailles. Les professionnels demandent au ministère de l'Agriculture d'octroyer des aides pour lancer la production de blé irrigué, notamment les variétés ne nécessitant que peu de ressources en eau.

Cette production de blé irrigué sur 200 000 ha permettra l'autosuffisance et assurera le remplacement du maïs dans la composition de l'alimentation du bétail.

Des propositions concrètes vont être faites au Premier ministre, car il y va de l'avenir de plus de deux millions de personnes.

F. M.

COMMUNE DE BOUMERDÈS

Les élus exigent une enquête judiciaire sur la gestion

Les événements se précipitent ces derniers jours dans la ville de Boumerdès. Des représentants communaux demandent une enquête sur la gestion du président de l'APC, Sarni Mohand, élu sur la liste du PT (Parti des travailleurs). «La mauvaise gestion est un crime dans notre pays. Il est donc nécessaire que la justice intervienne pour enquêter», a répondu Berkane Slimane, élu FLN, à notre question relative à sa position par rapport au retrait de confiance signé par 9 élus (3 PT, 3 RND, 1 FLN, 1 FFS et 1 FNA) contre le P/APC pour mauvaise gestion.

Pour rappel, l'Assemblée est composée de onze élus. En présence de deux élus signataires de la pétition, le représentant flniste a ajouté : «Des personnes prennent des responsabilités, gèrent les deniers publics et partent sans rendre des comptes. Ce n'est pas normal !» En clair, il conditionne sa signature de la motion destituant l'actuel P/APC à l'ouverture d'une enquête judiciaire. Les autres élus n'étaient pas gênés par cette exigence.

Effectivement, ces dernières semaines, la commune de Boumerdès est au centre d'un scandale qui concerne le trafic de chalets. Un autre élu du PT et son président s'échangent des accusations. Après une plainte de Sarni, cet élu fait l'objet d'une enquête judiciaire. De son côté, le wali lui a signifié sa suspension jusqu'à sa comparution devant le juge.

Des langues commencent, par ailleurs à se délier, mettant en cause le premier magistrat de la commune dans les affectations d'autorisations de construction de locaux commerciaux et d'autres griefs. A la demande de la majorité, une assemblée générale est prévue aujourd'hui. «Nous exigeons la démission du président, et en cas de refus, nous ferons usage du vote de défiance», nous a confié un membre de cette Assemblée. Ils seront, aujourd'hui, très probablement dix à demander le départ du P/APC.

Le code communal est en leur faveur. La loi stipule, en effet, que les deux tiers de l'Assemblée peuvent par un vote de défiance, destituer le président. Le groupe a, en outre, prépare sa succession. Selon nos informations, Ouzerdine Mébarek, 37 ans, ingénieur en télécommunications, troisième sur la liste du PT, a toutes les chances d'occuper, dès cette semaine, le fauteuil de président de la commune de l'ex-Rocher-Noir.

Abordé hier, ce dernier n'a pas formellement démenti cette information mais s'est toutefois abstenu de la commenter.

Abachi L.